10 Les différentes formes d'entreprises

SYNTHÈSE

I. Entreprendre seul

A. L'entreprise individuelle

L'entrepreneur est une personne physique qui prend le risque de réunir des capitaux dans le but de réaliser un certain nombre d'objectifs économiques.

La majorité des personnes qui travaillent le font sous le statut de salarié. Le salarié a une certaine stabilité d'emploi (s'il est en CDI), des congés payés et une bonne protection sociale. En revanche, il doit suivre les directives de son employeur et n'est pas libre de faire ce qu'il veut, quand il le veut. À l'inverse, un entrepreneur est moins bien protégé socialement (pas de chômage) et son revenu est instable puisqu'il dépend souvent des bénéfices, mais il est indépendant, autonome et décide seul de l'orientation de son entreprise.

Lorsqu'une personne crée une entreprise, elle ne crée pas une nouvelle personne juridique (contrairement à la société). Ainsi, elle partagera son patrimoine personnel avec son entreprise. En France, une personne ne peut posséder qu'un seul patrimoine, c'est le principe de l'unicité du patrimoine. En conséquence, si on crée une entreprise, le patrimoine de l'entreprise et le patrimoine de la personne sont confondus. La personne doit partager son patrimoine avec son entreprise. Cela a une conséquence importante : un créancier professionnel pourra saisir les biens personnels de l'entrepreneur pour des dettes professionnelles. L'entrepreneur est donc responsable indéfiniment des dettes de son entreprise.

La loi a cependant atténué cet inconvénient. Depuis la loi Macron du 6 août 2015, la résidence principale de l'entrepreneur individuel est insaisissable de plein droit par ses créanciers professionnels (auparavant, il fallait faire une déclaration d'insaisissabilité).

B. EIRL (entreprise individuelle à responsabilité limitée) et EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée)

Il s'agit de deux formes différentes d'entreprises. La différence fondamentale entre les deux est la suivante : l'EIRL est une entreprise alors que l'EURL est une société. De cet état de fait découle une conséquence fondamentale : l'entreprise ne possède pas de patrimoine alors que la société, qui est une personne morale, possède son propre patrimoine.

On peut alors se poser la question de la différence entre l'entreprise individuelle (EI) et l'EIRL. Les deux ne sont pas des personnes morales. En revanche, l'EIRL, à la différence de l'EI, possède un patrimoine d'affectation. Le patrimoine d'affectation est constitué d'éléments du patrimoine personnel de l'entrepreneur qu'il décide d'affecter à son entreprise. Seuls les éléments qu'il a engagés pourront être saisis par les créanciers professionnels en cas de dette de l'entreprise.

Autre différence entre l'EIRL et l'EURL : l'EIRL n'étant pas une société se crée plus facilement que l'EURL. Les démarches administratives sont moins lourdes.

II. Entreprendre à plusieurs

A. La formation d'une société

La différence fondamentale entre une entreprise et une société est que la société est une personne morale, alors que l'entreprise n'en est pas une. Puisque la société est une personne morale, elle possède un

patrimoine. L'entreprise qui n'en est pas une ne possède pas de patrimoine, elle fonctionne grâce au patrimoine personnel de l'entrepreneur.

Ainsi l'entrepreneur qui crée une société est davantage protégé que l'entrepreneur d'une entreprise individuelle : ses biens personnels sont à l'abri dans son patrimoine personnel, les créanciers ne peuvent saisir que les biens professionnels de la société.

Selon le Code civil (article 1832), la société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter.

Elle peut être instituée, dans les cas prévus par la loi, par l'acte de volonté d'une seule personne. Les associés s'engagent à contribuer aux pertes.

La société est donc un contrat.

Pour que ce contrat soit valide, il doit respecter plusieurs conditions :

- la pluralité des associés : la société peut exister à partir de deux personnes au moins (exception : les sociétés unipersonnelles : SASU, EURL) ;
- les apports des associés : ce sont les biens apportés par les associés dans le patrimoine de la société : liquidités, immeubles, fonds de commerce... Ils forment le capital social de la société ;
- la participation aux résultats sociaux : partage des bénéfices (en proportion des apports) ou contribution aux pertes ;
- L'*affectio societatis* : volonté des associés de participer activement à la mise en commun et à l'exploitation d'une activité commerciale.

B. La responsabilité des associés

Les apports des associés ou actionnaires sont l'une des conditions spécifiques au contrat de société. Tout associé doit effectuer un apport soit en nature (biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels), soit en numéraire (somme d'argent), soit parfois en industrie (savoir-faire ou compétence). Par l'acte d'apport, les associés manifestent leur désir d'œuvrer ensemble. L'apport permet de constituer le capital social de la société (somme des apports des associés).

Par ailleurs, l'apport fixe les droits et obligations de chaque associé (proportion aux bénéfices et aux pertes, droit de vote). Ainsi, plus l'associé a apporté, plus il pourra récupérer des éventuels bénéfices. À l'inverse, si la société est en difficulté, les associés participeront aussi de façon proportionnelle aux pertes : chacun pouvant perdre ses apports, plus on apporte, plus on peut perdre.

Les associés ne sont donc responsables qu'à hauteur de leurs apports. Les biens personnels des associés ne pourront donc pas être saisis en cas de dettes trop importantes de la société. Leur responsabilité étant limitée au montant de leurs apports, ils ne pourront perdre que ce qu'ils ont apporté.

III. La prise de décision dans une société

A. La prise de décision dans une société classique

Plusieurs acteurs interviennent dans la prise de décision au sein d'une société classique.

Tout d'abord, les **associés** : ils apportent du capital et donc possèdent la société. Ils se réunissent en assemblée pour décider des grandes orientations stratégiques de la société. Ils supervisent et contrôlent un autre acteur : le **dirigeant**. Ce dernier prend les décisions de gestion courante (exemple : recrutement, comptabilité...) et représente la société. Le dirigeant délègue une partie de ses pouvoirs à un autre acteur : les **cadres**. Ce sont les salariés qui font appliquer aux autres salariés les décisions du dirigeant. Ils dirigent et coordonnent les activités de la société.

Décisions prises par les dirigeants	Décisions prises par les associés en Assemblée Générale Ordinaire (AGO).	Décisions prises par les associés en Assemblée Générale Extraordinaire (AGE).
Décisions de gestion courante	Décisions qui ne sont pas de gestion courante et qui ne modifient pas les statuts.*	Décisions qui ne sont pas de gestion courante et qui modifient les statuts.

* Les statuts sont le contrat de société qui fixe toutes les règles permettant le fonctionnement de la société.

B. Le cas spécifique de la SCOP

Une SCOP est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement.

Les valeurs fondamentales des coopératives sont la prise en charge et la responsabilité personnelles et mutuelles, la démocratie, l'égalité, l'équité et la solidarité. Fidèles à l'esprit des fondateurs, les membres des coopératives adhèrent à une éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.